

Michel Trigosse

Laguiolaises

**Histoire des filles Astruc,
et de quelques autres femmes remarquables
de Laguiolle au XIX^e siècle**

Photo de couverture : vieux mur en basalte, Laguiole

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

ISBN : **979-10-424-1560-0**

© Michel Trigosse 2023

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

A Marie-Hélène

A Elisabeth Lautard

1 - Comment j'ai fait la connaissance des filles Astruc

L'une de mes arrière-grands-mères, Marie Lautard, la mère de la mère de ma mère, est née le 19 janvier 1873, à Laguiole, au moulin de Gagnot. Un moulin à eau, comme tous ceux du pays, sur le ruisseau du Vayssaire, juste en-dessous du village. Marie est née d'Elisabeth Lautard, originaire de Condom d'Aubrac, à une quinzaine de kilomètres de là, et de père inconnu. Elisabeth est morte à presque 43 ans, douze jours après la naissance de sa fille.

En janvier 1873 habitent aussi au moulin de Gagnot Noël Peret, le meunier, 77 ans, sa deuxième épouse Marguerite Mas, 63 ans, et un petit-fils issu d'un premier mariage, Léon Ginisty, 9 ans. La mère de Léon est morte, son père est boucher à Paris. Il y a encore Jean-Pierre Raynal, un domestique de 32 ans, né au moulin du Martinet à Condom-d'Aubrac. Elisabeth Lautard est elle aussi fille et sœur de meuniers, née au moulin de Salelles, toujours à Condom. On la dit à son décès sans profession, mais comme presque toutes les femmes elle travaille ; elle est domestique, peut-être fait-elle tourner le moulin chez le vieux Noël, on trouve des exemples de femmes meunières, à commencer par sa mère, restée veuve de très bonne heure. La naissance de Marie est déclarée à la mairie par le garde champêtre Jean Montel. D'habitude, quand il n'y a pas de père, c'est la sage-femme, à l'époque Cécile Pégorier, qui déclare l'enfant. Elisabeth a sans doute dû s'en passer. Elle meurt douze jours plus tard, toujours au Gagnot, probablement d'une fièvre puerpérale, et son décès est déclaré par le même garde champêtre. La veille de sa mort, Elisabeth dicte son testament à Maître Finet, notaire, qui a fait le déplacement au moulin¹. Elle institue son frère, François Lautard comme héritier universel. Son frère, héritier ? Mais n'a-t-elle pas une fille ? Attention, on va plonger dans l'univers juridique du XIX^e siècle, si différent du nôtre.

Quand François déclare la succession de sa sœur, il précise, ou plutôt c'est le notaire qui s'exprime pour lui, « *l'acte de*

naissance de Lautard Marie indique bien qu'elle est la fille de la défunte, mais il n'existe point en sa faveur de reconnaissance de la part de sa mère, qui indique de manière expresse qu'elle est réellement sa fille. En conséquence, aux termes de l'article 334 du code civil, la dite Lautard Marie n'a aucun droit sur la succession de la défunte ». On retrouvera cette situation plusieurs fois dans les histoires qui vont suivre, et on y reviendra en détail. Précisons déjà qu'en l'absence de père qui déclare l'enfant et établit ainsi sa paternité et la maternité de sa femme, il aurait fallu qu'Elisabeth aille officiellement à la mairie se reconnaître comme la mère. Elle n'y a pas été, puisqu'elle agonise.

Et qu'a-t-elle à léguer, d'ailleurs, dans son testament ? 2776 francs, ce qui n'est pas rien. Un franc, c'est le salaire quotidien d'une journalière, d'une femme qui se loue à la journée pour les travaux agricoles, et peut espérer travailler une centaine de jours par an. Une institutrice, depuis 1870, est payée 500 francs par an. Et avec 2776 francs, on pourrait trouver une maison modeste à Laguiole, certes pas une des plus belles, mais nettement mieux que le taudis d'une journalière célibataire. Presque riche, mon aïeule ? Oui et non, car de tout cet argent, elle n'a jamais vu une pièce de cent sous. Son héritage se compose de deux créances : 2000 francs légués par son oncle François Monteil à sa mort en 1869, et que doit lui payer un nommé Vayssade, légataire de l'oncle. Ce n'est pas une générosité du tonton envers sa nièce chérie. Lorsque Marie Anne Monteil, mère d'Elisabeth, se marie en 1827 avec Jean-Joseph Lautard, ses parents lui promettent une dot, qu'ils ne paieront jamais, mais qui reste due par leurs héritiers. L'oncle François, légataire des biens de ses parents, doit toujours la dot promise, à sa sœur Marie Anne d'abord, puis, à la mort de celle-ci, à ses enfants. Dans son testament de 1869, il promet 2000 francs à chacun des trois enfants de Marie Anne, à condition pour eux de renoncer à toute autre demande sur la dot de leur mère. Somme à payer par son autre neveu Vayssade, en quatre versements annuels de 500 francs, et dont Elisabeth attendait toujours le premier trois ans plus tard. Et quarante-six ans après le mariage de sa mère.

Sa deuxième créance, de 748 francs plus les intérêts, est due par son frère François. En 1855, il a acheté à ses frères et sœurs leurs droits sur la succession des parents. C'est la part d'héritage d'Elisabeth, si l'on veut, jamais payée depuis dix-huit ans. Cette famille n'est en rien exceptionnelle, c'est presque une règle générale : à chaque mariage on promet une dot à la fille, à chaque succession le légataire promet une part aux autres héritiers, mais on paye rarement comptant, cela reste des monnaies de papier. Que l'on peut s'échanger d'ailleurs, avec lesquelles on peut payer un pré, une maison, une vache, si le vendeur a confiance dans la créance, et à charge pour lui d'aller se faire payer. En héritant de sa sœur, François annule sa dette envers elle, et double sa propre créance sur le cousin Vayssade. Voilà, si l'on a compris qu'il ne va pas de soi d'être la fille de sa mère, et que l'on est souvent riche seulement des dettes des autres, on peut voyager dans cette époque si lointaine et si proche.

La petite Marie est récupérée par son oncle, François Lautard, comme il l'avait sans doute promis à Elisabeth sur son lit de mort. Si Marie avait hérité de sa mère, c'est l'oncle qui aurait géré ses biens. Pour les lui rendre à sa majorité, en principe, sous forme d'une créance probablement jamais payée, car le moulin de Salelles tombera bientôt en ruine. Cela n'aurait pas changé grand chose. François et son épouse Emilie Cazes élèveront Marie avec leurs propres enfants au moulin. Comme ils ont déjà une fille du même âge prénommée Marie, ils appelleront l'orpheline Darie, prénom qu'elle conservera toute sa vie.

Quelques mois après la mort d'Elisabeth, le vieux Noël Peret avait vendu son moulin et s'était retiré au bourg de Laguiole, et le Gagnot changea alors plusieurs fois de propriétaire. Vers 1885, Jean-Antoine Cazes, le frère d'Emilie Cazes, s'y installera avec sa femme Marie Baldit. C'est juste une coïncidence, le monde des meuniers est petit. Leur fils Marcellin, né en 1888 au Gagnot, deviendra le légendaire patron de la brasserie Lipp du boulevard Saint-Germain, qui régnait sur une clientèle de ministres, d'artistes et d'académiciens. La petite Marie-Darie, mariée à un Miquel de Saint-Chély-d'Aubrac, montera elle aussi à Paris, pour

tenir un bistrot bien moins glorieux du Faubourg Saint-Antoine, avant de revenir vivre le reste de son âge à Belvezet.

C'est tout ce que j'ai pu découvrir sur Elisabeth, et c'est peu. J'ai eu envie d'en savoir plus sur la vie des mères célibataires d'il y a cent cinquante ou deux cents ans. Combien étaient-elles, comment vivaient-elles, le destin de mon ancêtre est-il banal, rare, représentatif ou exceptionnel ? Puisqu'Elisabeth Lautard est morte à Laguiole, et qu'il vaut mieux limiter les recherches à un territoire réduit, je me cantonnerai à ce village. On s'intéressera donc ici aux filles-mères de la capitale de l'Aubrac au XIX^e siècle.

Faire de la généalogie en amateur est aujourd'hui un plaisir. Les registres paroissiaux et d'état civil sont partout en ligne, et le site des archives départementales de l'Aveyron est exemplaire pour sa facilité d'utilisation. Des associations, comme le Cercle Généalogique du Rouergue, ont publié des dépouillements de ces registres et permettent de retrouver facilement la trace de nos aïeux. D'autres passionnés ont mis à disposition de tous des tableaux complets pour une commune ou une paroisse, ou pour tout l'Aubrac. L'admirable travail des volontaires de la « base Aubrac » mérite d'être chaleureusement applaudi². Enfin des sites privés collaboratifs (Généanet, Filae, etc.) permettent à tout un chacun de bénéficier des découvertes de ceux qui veulent bien partager leurs généalogies.

Le tableau constitué pour la « base Aubrac » par René Hascouet recense 5815 naissances à Laguiole, entre l'an VIII (fin 1799) et 1902. 387 enfants sont déclarés de père inconnu. Pour 309 femmes différentes. C'est un peu moins de 7% des naissances, et c'est encore en moyenne quatre par an. C'est peu, mais c'est quand même un enfant sur quinze. La petite Marie n'est pas toute seule dans son cas, on s'en doutait. Accouchée à 43 ans (moins deux mois), sa mère Elisabeth est la doyenne de toutes ces mères célibataires.

Que pensait-on d'elle et de ses semblables à l'époque ? Voici l'opinion d'un curé, l'abbé B. Cayla, auteur d'un témoignage écrit

en 1900 à la demande de la Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron, laquelle collectait alors des récits sur un monde qu'elle voyait se transformer à toute vitesse. *Un coin de Rouergue entre 1850 et 1860* n'a jamais été édité, mais de nombreux extraits sont cités dans le recueil *Al Canton* consacré à Laguiole, et on peut en lire les 300 pages manuscrites au siège de la Société des lettres, à Rodez. L'auteur s'appelle en réalité Paul Cayla (pourquoi B. ? A l'époque, et jusque dans la première moitié du XX^e siècle, le prénom d'usage n'est presque jamais celui déclaré à l'état civil), né en 1849 à Saint-Chély-d'Aubrac, arrivé avec ses parents à Curières près de Laguiole deux ou trois ans plus tard, où il passe donc son enfance, et à la fin de sa vie curé à Combes, entre Aubin, Firmi et Decazeville. Il écrit en rassemblant ses souvenirs de jeunesse, et ce que lui ont raconté ses parents. Son témoignage est des plus précieux dans nombre de domaines, il est intarissable sur les chapeaux, les jeux d'enfants, les travaux agricoles, et je le citerai souvent. Il parle aussi des femmes, de l'amour, du mariage. Voici ce qu'il écrit des mères célibataires.

« Elles [les femmes] avaient beaucoup de bon sens, d'intelligence pratique et de sérieux dans la conduite. Elles avaient reçu une solide instruction religieuse et remplissaient fidèlement leurs devoirs de chrétiennes. Sous le rapport de la moralité, il y avait bien dans le troupeau quelques brebis galeuses. C'étaient moins des victimes de la séduction que de la contrainte. Des servantes pour la plupart qui avaient cueilli le fruit défendu ailleurs que dans leur paroisse natale.

On disait par métaphore de celles qui avaient ainsi fait un accroc à leur honneur de jeunes filles, - qué serrou deferrados ou qui obianou perdu un ferré- qu'elles s'étaient déferrées ou avaient perdu un fer. Naturellement, cette faute les faisait baisser dans l'estime publique. C'était une tache indélébile qui leur portait ensuite beaucoup de préjudice lorsqu'il s'agissait de se marier, et qu'on ne manquait pas de leur reprocher à l'occasion, dans les disputes par exemple entre femmes³. »

Mon aïeule était une brebis galeuse, une jument déferrée, rejetée par le troupeau des femmes sérieuses, soit. Et le masculin

de brebis galeuse, qu'est ce que c'est ? Car dans tous les cas, il faut bien un bélier quelconque... Mais on est en 1900, ne nous offusquons pas de ce langage. Heureusement pour Elisabeth, elle a, comme les autres, été contrainte plus que séduite, c'est une circonstance atténuante selon notre abbé. Contraintes, pour ne pas dire violées, c'est possible, mais est-ce vrai pour toutes ? Retrouve-t-on Elisabeth dans ce portrait ? Est-elle venue de Condom à Laguiole simplement pour cacher une grossesse, chez un meunier ami ? Dans la liste des 309 mères célibataires, il n'y a pas beaucoup d'exemples de filles venues d'ailleurs pour accoucher à Laguiole. Celles natives de communes voisines étaient déjà employées comme domestiques ou servantes à Laguiole avant d'être enceintes. C'est ce qui a dû arriver à Elisabeth. Elle était au Gagnot pour travailler au moulin, et peut-être depuis des années. Par ailleurs toutes ces filles ne sont pas servantes ou domestiques, et la plupart vivent dans leur famille. Et visiblement, elles sont quand même quelques unes à se marier.

En cherchant à établir un portrait-type de la mère célibataire du XIX^e siècle à Laguiole, je m'aperçois vite qu'il n'y en a pas : on trouve des femmes de (presque) tous âges et d'à peu près toutes conditions, certaines qui se marient très vite et d'autres jamais, des veuves, des femmes qui n'auront que ce seul enfant et d'autres qui seront mères trois, quatre, cinq fois, toujours de père inconnu. Peut-on essayer de retracer leur vie, au moins pour quelques-unes, à partir souvent de rien ou de pas grand-chose ? Parmi toutes ces femmes, lesquelles choisir ? Un nom revient très souvent dans la liste, celui des filles Astruc, qui semblent collectionner les enfants sans père, dans les années 1810-1835. Etrange famille, qui mérite sans doute intérêt, partons pour celle-là. Mon intuition ne m'a pas déçu, j'allais rencontrer des femmes extraordinaires.

Le modèle indépassable de ce type de recherches reste le travail du grand historien Alain Corbin, qui dans *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*⁴, paru en 1998, s'employa à reconstituer la vie d'un sabotier de l'Orne, choisi au hasard dans un registre d'état-civil.

Un savant mélange d'éléments biographiques retrouvés à partir d'une foule de sources, et d'une monographie sur un village qui était l'environnement quotidien du sabotier. Bel exemple de travail de haute tenue que je ne songe pas à égaler. J'ai pour seul avantage sur Alain Corbin que les ressources numériques sont bien plus riches qu'il y a vingt-cinq ans.

On trouve de plus en plus d'informations sans quitter son domicile. Le site des archives de l'Aveyron propose, outre les données d'état civil, les matricules militaires pour les hommes nés après 1867, rarement utiles ici; le cadastre dit napoléonien établi dans la première moitié du XIX^e siècle qui permet d'avoir une idée des possessions de chacun, des variations de patrimoine ; les listes de recensement après 1876 qui aident à reconstituer les familles. Les moteurs de recherche de sites de journaux anciens (Gallica, Retronews, celui de la Région Occitanie pour le *Bulletin d'Espalion*) repèrent les traces de nos ancêtres dans la Presse : rarement à l'occasion de faits divers sanglants ou de prouesses militaires, le plus souvent pour des annonces légales, des ventes aux enchères, des nécrologies. Il y a bien entendu les sources imprimées, dont le magnifique volume *Laguiole* de la collection *Al canton*⁵ qui fourmille d'informations.

Et pour le reste, il faut se déplacer aux archives départementales, se plonger dans l'océan des archives notariales, celles des conseils municipaux, et dans les recueils de justice de paix, formidables source d'informations, et ceux du tribunal correctionnel. Si certaines familles se tiennent à l'écart de la justice, et réciproquement, ce ne fut pas le cas des membres de la famille Astruc, dont les comparutions se comptent par dizaines.

En accumulant les informations sur ces filles, j'allais très vite déborder sur leur cadre de vie, sur l'histoire du village, en rencontrant d'autres femmes laguioleises, toujours bien moins visibles que leurs compagnons. Et découvrir une condition féminine évidemment sans rapport avec celle d'aujourd'hui, mais avec des aspects surprenants, des avancées et des reculs, avec des pionnières, des combattantes, des affranchies, qui méritent d'être sauvées de l'oubli.

Les histoires qui suivent concernent essentiellement les années 1790-1870, celles où vivaient les filles Astruc, même si on débordera sur l'avant et sur l'après, pour suivre quand on le peut le destin de leur progéniture. On va découvrir, de digressions en digressions dans les digressions, un Laguiole méconnu, celui d'avant la coutellerie, d'avant les grandes tables, et même d'avant l'aligot...

Pour finir, quelques précautions de langage. Fille-mère a aujourd'hui disparu de notre vocabulaire, trop chargé péjorativement, on devrait dire mère célibataire, mère d'enfant de père inconnu, mère solitaire, etc. C'est pourtant le terme le plus parlant. Il a pu m'échapper ici ou là.

Laguiole vers 1800 ou 1850 est un peu trop grand pour être appelé village, trop petit pour être considéré comme une ville. On utilisera donc tantôt l'un tantôt l'autre.

Les filles Astruc ont eu beaucoup d'enfants, mais aucun membre de leur nombreuse descendance ne porte plus ce nom. Aucun des nombreux Astruc de l'Aveyron n'a de rapport avec elles. Quant à tous ceux qui les reconnaîtront, elles ou certaines de leurs contemporaines, comme une de leurs très lointaines grand-mères, qu'ils ne prennent pas ombrage de voir étalés au grand jour quelques pans de leur vie parfois turbulente. Elles font partie de l'histoire collective du village, qui n'a vraiment pas à rougir de ces fières Laguioles.

Enfin, il est sans doute inutile de le rappeler tant ce village est célèbre, on prononce « Layole », « layolaise » et « layolais ».

2 - Laguiole il y a deux siècles

Où l'on constate qu'il y a à Laguiole quelques riches et beaucoup de pauvres, ce qui n'étonnera personne, et que la ville était ardemment révolutionnaire, ce qui en surprendra plus d'un. Où l'on parle aussi des bouleversements créés par la route, de l'étrange M. Montvallat, des artisans, commerçants et bimbelotiers en ambulance.

Laguiole est aux alentours de 1800 un bourg de huit cents habitants, chef-lieu d'une commune qui en compte à peu près deux mille. Principale ville du plateau de l'Aubrac, toute proche de celui de la Viadène, elle règne sur les hautes terres du Rouergue. Elle regarde de haut et de loin la riante vallée du Lot où se trouve la sous-préfecture, Espalion, que l'on rejoint après vingt-cinq kilomètres de descente. Les maisons de Laguiole se serrent au pied du Fort, ancien château détruit depuis longtemps, et de l'église, qui se voit de bien loin. D'ailleurs, Laguiole, cela veut dire l'église. L'habitat est regroupé sur les flancs est et sud du piton escarpé, car le climat est rude à mille mètres d'altitude et il vaut mieux se protéger de la bise du nord et des bourrasques venues de l'ouest. Des ruelles très pentues amènent la population vers ses devoirs religieux, et à terme, vers le cimetière qui jouxte l'église.

Au pied de la butte, la rue du Valat, « la rue du fossé », a longtemps marqué les limites de l'enceinte à l'est, elle en est alors l'artère essentielle. La place du Griffoul, de la Fontaine, où elle rencontre les autres rues de la ville, en est le cœur. Vers le sud, les maisons ont débordé de l'ancienne enceinte, et constituent le faubourg, autour de la rue du même nom et de la rue Bombecul, qui descend abruptement vers le ruisseau du Vayssaire et ses moulins. Rue que l'on remonte péniblement, le corps penché vers l'avant, l'arrière-train proéminent, d'où paraît-il son nom amusant. Vers l'est, au pied de la butte, une esplanade où se tiennent les foires, et un chantier entamé sans doute aux derniers

temps de la monarchie et qui se termine sous Napoléon : la construction du grand chemin, la route qui file vers le nord, Saint-Flour et, très loin, Paris. Et qui mène vers le sud, à Espalion puis à Rodez, à Toulouse, à Carcassonne, ou à Montlouis à la frontière espagnole, vers le Midi en tout cas.

Nouvelle route, nouveau visage

La future route royale ou encore nationale fait une jolie boucle qui effleure le bourg, comme un de nos modernes contournements. L'ancienne route, qui n'en était guère une, plutôt un chemin de mules, arrivait du sud par ce qui est aujourd'hui la rue du Foirail, traversait la place de la Fontaine, empruntait la rue du Valat, sortait par le « portail de Mourdan » et continuait vers le nord en empruntant le pont « romain » de Pigasse.

La nouvelle route, qui passe à la limite de l'espace bâti, traverse l'ancien foirail. La municipalité décide en 1798 d'acquérir la parcelle entre l'ancien chemin et la nouvelle route pour en faire le nouveau champ de foire. Elle l'échange à la citoyenne Cayla, femme Lagrifoul, contre un terrain communal trois fois plus grand, sans doute de moindre qualité comme toutes les terres communales. Cette décision qui peut nous paraître simple nécessite l'accord du Directoire (le gouvernement, pour aller vite), après avis du Conseil des Cinq-Cents (l'Assemblée nationale, pour simplifier encore), lequel se prononce après étude d'une commission spéciale dont le rapporteur est Félix Hippolyte de Monseignat du Cluzel, député de l'Aveyron. C'est sans doute la première fois que les plus hautes autorités nationales sont amenées à se pencher sur les affaires laguioles. Écoutons le rapporteur, lors de la séance du troisième jour complémentaire de l'an VI (19 septembre 1798):

« Votre commission s'est convaincue par l'examen des pièces, que le nouvel alignement de la grande route qui longe la ville de Laguiole a englobé la presque totalité du terrain consacré à la tenue de ses foires. »

Il importe cependant que cette commune, qui est entourée de montagnes riche en pâturages, et qui par sa position est le centre d'un commerce de bestiaux très considérable, puisse offrir un emplacement sûr et commode aux vendeurs et aux acheteurs qui sont dans l'usage de s'y rendre en grand nombre à des époques très rapprochées.

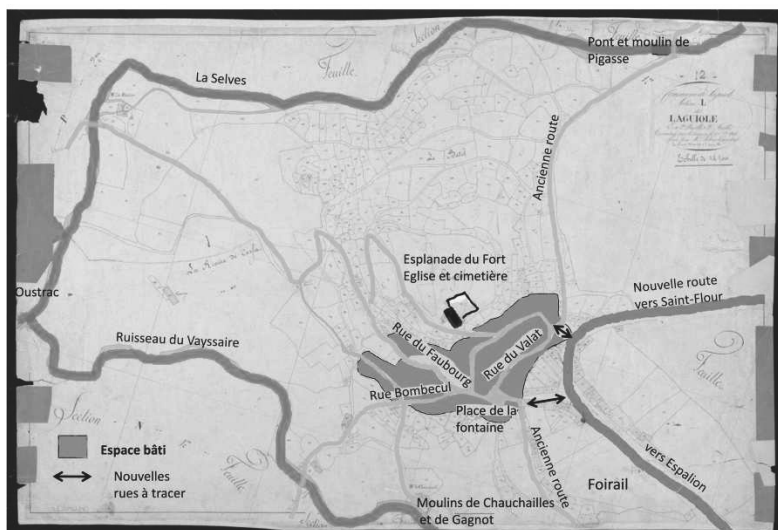
C'est pour remplir cet objet [...] que l'administration municipale de Laguiole avait d'abord cherché à acheter la portion de pré qu'elle est aujourd'hui réduite à obtenir à titre d'échange.

Ce local est le plus propre à recevoir la destination que sollicite la commune réclamante. Il est contigu au grand chemin où se tenaient autrefois les foires. Il réunit le double avantage de ne pas déplacer les anciennes habitudes, et d'offrir les larges et faciles issues que la prévoyance doit toujours assigner aux lieux consacrés à recevoir la réunion d'un grand nombre de citoyens.¹»

Les conditions d'une expropriation pour cause de « nécessité publique » sont alors très restrictives, la propriété étant depuis 1789 un droit inviolable et sacré. Mieux vaut un accord avec le particulier concerné, et les autorités de la jeune République veillent à ce que ni la commune, ni le citoyen n'en soit lésé. Dans le cas présent, celle qui tient tête à la commune et ne veut lâcher son pré que contre un terrain de valeur identique, la citoyenne Cayla épouse Lagrifoul, est une modeste propriétaire de 25 ans, par ailleurs apparentée à la famille Astruc. Jeanne Cayla est la demi-sœur de Françoise Prat épouse de Guillaume le sellier dont on fera bientôt la connaissance. C'est donc sur son pré que va s'installer pour deux siècles le foirail de Laguiole.

Ce problème essentiel réglé, il faut maintenant soigner les entrées de la ville, ou plutôt raccorder Laguiole, inaccessible aux voitures et charrettes, à la nouvelle route. Au nord, à la place de ce qui sera la place Prat, reliant la rue du Valat à la route, on trouve encore les vestiges des anciennes murailles qui clôturaient la ville. « *L'entrée de la ville est si étroite et resserrée qu'il est impossible aux charrettes et charrois publics d'y entrer* ». Le

conseil municipal du 3 mai 1808 décide leur démolition, ce qui nécessitera un arrangement avec la veuve Astruc, une de nos héroïnes².



Laguiolle vers 1800. Interprétation à partir du cadastre de 1841.

Au sud de la ville, le problème de l'accès ne sera réglé que des années plus tard. La route est en surplomb de quelques mètres par rapport à la place de la Fontaine, l'accès n'a pas été aménagé. Ce n'est qu'en 1821 que le préfet accepte de financer « la rampe », le haut de la rue Bardière, qui permettra d'accéder en pente douce à la place et au faubourg. Toutefois, le préfet ajoute que « *considérant que la commune de Laguiolle a dû nécessairement retirer de grands avantages de la construction de la route royale et que ces avantages ont dû compenser les dépenses qu'elle a pu être obligée de faire lors de cette construction*³ », il refuse toute indemnité pour les autres conséquences de la création de cette route. En d'autres termes, arrêtez de vous plaindre, et sortez vos sous...

La nouvelle route existe par la volonté de l'Etat, mais il est profondément désargenté, et les citoyens ont dû mettre concrètement la main à la poche, ou pour certains à la pelle et à la pioche. Le 4 vendémiaire an XIII (le 26 septembre 1804 : le calendrier révolutionnaire est encore utilisé pour quelques mois) le conseil municipal attribue à chacun des 425 particuliers de la commune –les chefs de famille- sa participation à l'achèvement de la route. Suivant la fortune et la situation familiale, ce sont des journées de bœufs, des journées de bras ou de l'argent. En tout 500 journées de bœufs, 800 d'hommes et 1300 francs, qui doivent permettre d'achever enfin l'interminable chantier⁴. Seuls les mauvais esprits pouvaient y trouver une ressemblance avec les corvées royales de l'Ancien Régime. De même, la taxe d'entretien que l'on paye à la barrière de Laguiole pour se rendre à Rodez ou à Saint-Flour (le prix est le même car la distance est identique) n'a rien à voir avec les péages honnis d'avant 1789. Le tarif établi le 17 messidor an VI (5 juillet 1798) par l'administration départementale prévoit 25 cas, selon le type de voitures, le nombre de roues, le nombre de chevaux. On paye de 1,11 francs pour un homme à cheval, ou pour un char tiré par une paire de bœufs, à 19,92 francs pour une voiture à six chevaux. « *Il est défendu d'insulter ou maltraiter le préposé à la perception* » précise le même tarif, tout comme d'essayer de traiter ou transiger avec lui⁵.

Depuis des siècles, un pays où l'élevage est roi

La commune compte de nombreux hameaux, on peut même dire des villages (Alcorn et Montmaton sont des paroisses) autour desquels on cultive seigle, orge, avoine, et depuis peu la pomme de terre. On trouve aussi quelques belles prairies, relevant des grands domaines consacrés à l'élevage des vaches et moutons destinés aux appétits des grandes villes du sud, Marseille entre autres. Les paysans plus modestes, et ils sont pléthore, mais le plus souvent propriétaires de leur lopin, font pâturer leur vache, leur poignée de brebis sur les terres cultivées laissées en jachère

un an sur deux et sur les landes communales. Les bois communaux, taillis de piètre qualité, peuvent aussi nourrir les bêtes tout en fournissant le bois de chauffage. Et puis il y a la partie de plus haute altitude, infréquentable en hiver, aux riches pâturages fleuris l'été, les monts d'Aubrac qui commencent à deux pas du village et s'étendent au loin vers Saint-Urcize, Nasbinals, Marchastel et le sommet culminant du Maillebauu. Il n'y a là que de grandes propriétés, d'un seul tenant, qu'on appelle les montagnes. Possessions jusqu'à la Révolution des abbayes, surtout celle d'Aubrac et un peu celle de Bonneval, et de quelques vieilles familles nobles, les montagnes sont affermées depuis des siècles à des entrepreneurs issus à la fois du monde paysan le plus avancé et de celui des hommes de loi, notaires, juges, avocats. Leur puissance, construite surtout sur le commerce d'animaux de boucherie, s'affirme dès le XVI^e siècle, et prend peu à peu le pas sur les propriétaires, moines repus, abbés lointains, qui se contentent de percevoir rentes et fermages. L'achat des domaines des abbayes, vendus comme biens nationaux après 1790, celui des terres des nobles, émigrés ou plus souvent en déshérence financière, ont rendus quelques familles définitivement maîtresses du pays. Les châteaux d'Oustrac, de la Boissonnade, de Bouët, de Montmaton, tous à l'extérieur de Laguiole, rachetés à des nobliaux en décrépitude, témoignent aujourd'hui encore de la puissance des notables qui vont dominer le siècle à venir. Le document de 1804 qui fixe la contribution de chacun pour la route est le premier où l'on voit figurer le nom de Baduel *d'Oustrac*, ce citoyen ajoutant à son nom une particule qui lui eût coûté cher dix années plus tôt. Pour mémoire, Baduel contribue à la route pour 25 journées de bœufs, et 45 francs.

L'été, les montagnes se peuplent d'animaux, vaches et moutons. Ces derniers viennent depuis des siècles du Quercy et du Languedoc. Les bovins montent des domaines de la Viadène ou du Causse, dont les propriétaires sont souvent les mêmes que ceux des montagnes. Laguiole voit passer en tous sens des troupeaux d'animaux, qui montent vers les estives ou en redescendent vers des destins parfois funestes. Sept foires

annuelles rassemblent acheteurs et vendeurs, en particulier à l'automne et en hiver : le 19 janvier, le samedi de Pâques, les 8 août, 23 septembre, 25 octobre, 25 novembre et 29 décembre⁶.

Plusieurs sources nous renseignent sur le Rouergue et Laguiole à la fin du XVIII^e siècle. En 1771, le nouvel évêque de Rodez, Champion de Cicé, soucieux de connaître son diocèse, adresse une enquête très détaillée à l'ensemble de ses curés. Le tableau renvoyé par toutes les paroisses est unanime : tout n'est que misère et désolation, terres ingrates, mendiants à chaque coin de rue, commerce inexistant. A Laguiole, « *tout au plus il y a 20 maisons ou familles qui vivent : tout le reste est aux expédients* ». Si la situation n'est sans doute pas florissante, on peut toutefois se méfier de la noirceur des réponses, aussi désolantes d'une paroisse à l'autre. Dans l'esprit du temps, toute enquête cache quelque volonté de réforme, quelque nouveauté, quelque taxe : mieux vaut faire pitié qu'envie, et surtout ne pas paraître plus riche que le voisin.

En 1780, à la demande de la généralité de Guyenne, Jean-François Henry de Richeprey parcourt le pays, avec pour mission la modernisation du cadastre. Il rencontre les élites, pose des questions sur l'agriculture, l'industrie, le commerce. Sa réforme n'aboutira pas, mais il nous laissera un *Journal des voyages en Haute-Guyenne* des plus instructifs. Le bilan n'est guère plus réjouissant. Homme des Lumières, physiocrate qui rêve de réformes hardies, il ne voit souvent qu'archaïsmes et encroutement stérile sous le poids des traditions.

Enfin, Amans-Alexis Monteil, professeur au collège de Rodez, publie en 1802 une *Description du département de l'Aveyron*, fruit de ses promenades, tableau un peu plus nuancé voire optimiste, avec de belles envolées lyriques qui témoignent de son amour du pays. Ces trois grands documents seront souvent cités ici. Résumons-les : la majorité de la population vit misérablement⁷.

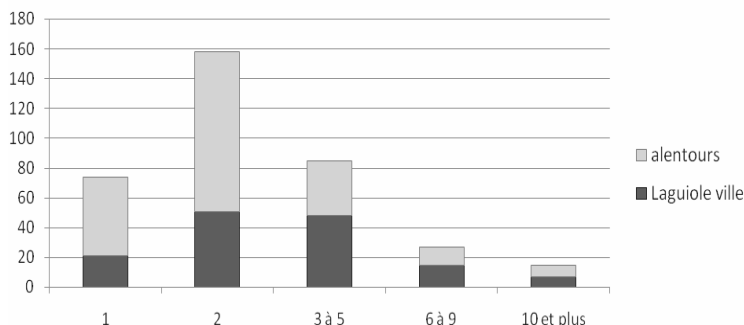
Tentative de mesure des inégalités sociales

Essayons de préciser leurs dires, ou plutôt de faire un point de situation au tout début du XIX^e siècle : voici les rôles d'imposition de la commune pour l'an XIII, en gros 1804⁸. La Révolution a uniformisé le système fiscal, reprenant parfois les anciens impôts avec un nouveau nom. Le principe des impôts directs est resté le même : chaque commune reçoit le montant à payer, à elle de le répartir, en bonne intelligence, entre les citoyens.

La contribution personnelle et mobilière pèse sur les citoyens chefs de famille, et les citoyennes quand elles vivent seules, des veuves essentiellement, et qui disposent de revenus. Elle est composée d'un montant fixe, 3,73 francs cette année là, et d'une part variable selon ce que l'on estime de la valeur locative, pour ne pas dire du confort de la maison, le nombre de domestiques, de chevaux. Cela va de quelques centimes à quelques francs. En sont dispensés les indigents, les personnes sans ressources. 303 citoyens et citoyennes la payent en 1804. Le document de la même année répartissant les contributions à l'avancement de la route recensait 425 maisons dans la commune. On dirait aujourd'hui des foyers fiscaux. Retenons que dans un gros quart des cas le chef de famille est considéré comme indigent, incapable de verser quoi que ce soit.

Le deuxième grand impôt est la contribution sur les portes et fenêtres. Les riches doivent payer plus que les pauvres, tout le monde en convient. Mais il est inenvisageable d'obliger quelqu'un à dévoiler sa fortune ou ses revenus, ce serait une intrusion insupportable de l'Etat dans la vie des citoyens (l'impôt sur le revenu ne sera établi qu'en 1914). Par contre, la maison de chacun est visible de tous. Comme plus on est riche, plus elle est grande et plus on a de fenêtres, on taxe selon le nombre d'ouvertures. Cela concerne en 1804 362 propriétaires, qui ne sont bien sûr pas toujours les occupants.

Maisons selon le nombre de portes et fenêtres en 1804



Au bourg de Laguiole même, 70 maisons sur 140 n'ont qu'une ou deux ouvertures, dans 21 cas une porte et c'est tout. Dans le reste de la commune, les trois quarts des maisons sont dans ce cas (156 sur 213). Avec une porte, on paye 40 centimes, une porte et une fenêtre c'est 62. Les plus gros contribuables, Frayssinous (qui possède entre autres le domaine de Bouët) et Baduel (la Boissonnade et Oustrac) payent une trentaine de francs. Avoir plusieurs fenêtres est un luxe inaccessible à la moitié des Laguioleais, d'autant que les vitres sont hors de prix pour beaucoup.

Lisons Monteil, à propos des maisons du plateau : « *On n'y connaît pas les vitres ; les grêles fréquentes n'en permettent pas l'usage. Lorsqu'il fait mauvais temps, les volets sont hermétiquement fermés, et très souvent on allume la chandelle en plein midi.*⁹ » Il exagère, il y a des vitres et des vitriers, au moins en ville, mais c'est un luxe.

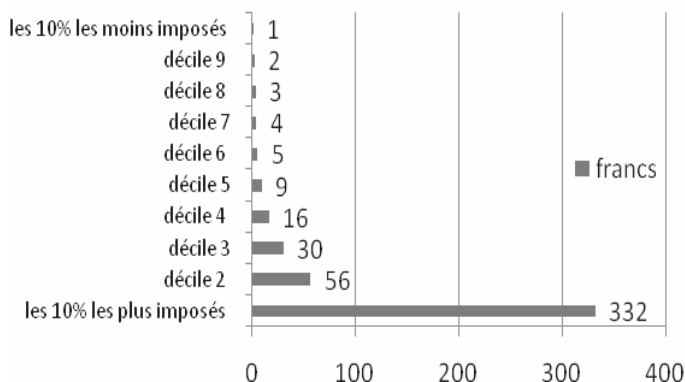
Revenons à nos impôts de 1804. Le plus lourd, celui qui rapporte le plus à l'Etat, est la contribution foncière, payée sur l'étendue des propriétés, terres, pâtures, bois, maisons. On se sert pour cela du cadastre, qui fixe la nature et la superficie de chaque parcelle. Richeprey nous apprend que celui de Laguiole date de

1564, jamais révisé depuis. C'est sans doute le même qui sert encore en 1804. Chacun sait que Napoléon a ordonné la réalisation d'un nouveau cadastre pour toute la France, mais à Laguiole il faudra quarante ans pour en venir à bout.

458 propriétaires payent la contribution foncière à Laguiole. Bien plus que les 303 qui payent la contribution personnelle ? Oui, car certains petits propriétaires résident dans une commune voisine, et payent pour un pré ou deux à Laguiole. Et d'autres habitent très loin, et payent pour des propriétés bien plus vastes. Et puis cette fois personne n'en est dispensé, on paye pour le plus petit lopin. Cela commence à treize, quinze, quarante centimes pour les plus humbles, qui possèdent un pré minuscule ou un jardin. Et cela va jusqu'à 1982 francs pour Pierre Contans à Séguis, et 1794 pour Pierre Baduel à Oustrac. Là, on parle de centaines d'hectares...

Tâchons de les classer : Les 10 % les plus imposés (le décile 1) payent en moyenne 332 francs. Les 10% suivants, un peu moins riches, 56. Les 10% les moins taxés, le dernier décile, payent autour d'un franc, les 10% précédents autour de deux.

taxe foncière moyenne payée par...



On peut encore dire que les quinze plus gros contribuables payent autant que les 443 autres. Ou, à quelque chose près, qu'à eux quinze ils possèdent autant de terres que tous les autres réunis. L'évidence saute aux yeux, la structure sociale est très, très inégalitaire.

Si l'on se projette quelques années plus tard, les listes électorales de la Restauration et de la Monarchie de Juillet constituent un utile palmarès des plus gros contribuables, donc très probablement des hommes les plus riches du département¹⁰. Pour être électeur, il faut payer 300 francs d'impôts sous Louis XVIII et Charles X, 200 francs sous Louis-Philippe. Et beaucoup plus encore pour être éligible.

Dans le canton de Laguiole, ils ne sont que vingt-et-un à être électeurs en 1821, dont huit à Laguiole, sept à Curières, cinq à Soulages. Pierre Baduel d'Oustrac, propriétaire sur Laguiole, Lacalm et Saint-Chély, figure au dixième rang des contribuables aveyronnais. A ses côtés, Labarthe à Montmaton, Moulines le notaire, Mouliade à Moulhac, Capoulade à Redoules, Cayla à Falgayroles, Guiral à Laguiole complètent le tableau. On ne retrouve pas Pierre Constans, le plus imposé de 1804 : tout en possédant le Séguis, il préfère résider au château de Saignes à Rodelle, sur le Causse. Comme la famille Frayssinous, avant la Révolution fermiers des domaines des Bourines et de Bonnefon pour l'abbaye d'Aubrac ou de la Roquette pour celle de Bonneval, et qui hésite pour sa résidence entre Bouët à Laguiole, le Puech à Curières et Séveyrac sur le Causse, une des plus belles « granges » de Bonneval, achetée en 1792. Baduel, Frayssinous et quelques autres, on retrouvera ces noms pendant tout le « siècle des notables » dans le personnel politique (maires, conseillers généraux, députés, sous-préfets) comme dans les listes des lauréats de concours agricoles, car leurs exploitations modèles et novatrices amènent des progrès bientôt imités par tous¹¹.

Mendiants, misérables, vagabonds

Cet aperçu des inégalités laguioles ne tient pas compte de ceux qui sont absolument incapables de payer le moindre impôt, dépourvus de toute propriété foncière et même dépourvus de tout. En 1790, une enquête sur la pauvreté renseignée par les maires du canton indique pour Laguiole 2075 habitants pour 432 feux. On recense 36 individus qui ne payent aucune taxe, 60 qui ne payent que l'équivalent d'une ou deux journées de travail, 75 vieillards hors d'état de travailler, 48 infirmes et 101 enfants de pauvres de moins de 14 ans ou hors d'état de gagner leur vie. Soit selon le maire 332 personnes qui ont besoin d'assistance, et pour lesquels on pourrait utilement créer une manufacture de laine et de coton. Tout cela n'est pas d'une grande rigueur ni comptable, car si l'on compte bien on arrive à 320, ni statistique car on peut appartenir à plusieurs catégories, ni économique car on ne voit pas bien ce que feraient les vieillards impotents dans la manufacture, ni d'où viendrait le coton, mais cela donne une idée de la pauvreté locale. S'y ajoutent 62 « *pauvres malades en année commune* », secourus par l'hospice et la municipalité, et 215 mendiants vagabonds, des mendiants venus d'ailleurs, non compris dans les 2075 habitants. Pour ceux-là, un atelier municipal pour travailler sur la grande route pourrait être suggéré¹².

On sait qu'avant la Révolution le pays grouille de mendiants dont le principal secours vient des abbayes, Aubrac et Bonneval. Des centaines de personnes vont chaque jour y chercher un quignon de pain. La même enquête de 1790 mentionne comme seuls « fonds de charité » des autres communes du canton les 18 setiers de seigle donnés par Bonneval aux fourmiers de la Roquette (Curières) et les 6 donnés à ceux de Soulages, où l'abbaye a des possessions, à charge pour eux de distribuer le pain aux pauvres. La disparition des abbayes, l'année suivante, va provoquer des graves troubles parmi ces populations habituées à en obtenir leur maigre subsistance.

L'atelier municipal laguiole évoqué ici est appelé à un long avenir. Lors du conseil municipal de 1818, il est constaté avec

satisfaction un excédent de 296 francs sur le compte de 1817 (pour des recettes s'élevant à 2258 francs). Il est décidé de consacrer la somme à l'atelier qui devra réparer le pont de Rotaboul (sur le ruisseau de Nuech) sur la route de Saint-Urcize, dont le délabrement a interrompu toute communication avec la Lozère, travail qui occupera utilement les indigents¹³.

Vive la République !

Au moment où commence la petite histoire des filles Astruc, Laguiole se remet des soubresauts de la grande Histoire. La Révolution a été accueillie favorablement à Laguiole, particulièrement par ses élites. La vente des biens nationaux a accru les possessions des plus riches, l'égalité des droits proclamée en 1789 leur donne accès à des fonctions jusque-là réservées à la noblesse. Les excès de la Terreur et de la persécution des prêtres qui refusent la constitution civile du clergé semblent ignorer Laguiole. Le maire, ou ce qui en tient parfois lieu car l'appellation change de temps en temps est de 1790 à 1800 Gilles Antoine Montvallat, ancien vicaire de la paroisse, situation sans doute exceptionnelle en France, et qui témoigne du peu d'adhésion locale au mouvement de déchristianisation. On sent à lire les échanges avec le redoutable Comité de Surveillance de Saint-Geniez que la municipalité de Laguiole met peu d'ardeur à adresser des listes de suspects, de prêtres réfractaires, de nobles émigrés et autres gibiers de guillotine. Saint-Geniez, c'est loin...¹⁴

Passé l'épisode robespierriste, l'adhésion à la République, celle du Directoire, semble totale, surtout quand nos armées valeureuses font trembler l'Europe. Voici la fête pour célébrer le traité de Campo-Formio (18 octobre 1797) qui met fin à la guerre contre l'Autriche déclarée en 1792, après la fulgurante campagne du jeune général Bonaparte (Lodi, Arcole, Rivoli...). On est le 25 nivôse an VI, soit le 14 janvier 1798, trois mois après le traité.

Un cortège composé de la Garde nationale, suivie du drapeau, du directoire exécutif (le conseil municipal), du juge de paix et de

ses assesseurs, du receveur de l'enregistrement et terminé par la gendarmerie à cheval se rend jusqu'à la place (aujourd'hui place de la Mairie). *« Sur la sommité de la fontaine publique, la statue de la liberté avait été décorée des emblèmes de la paix et de la victoire. Quatre colonnes en verdure placées à une distance cimetrisée [symétrique] et réunies par une guirlande donnaient avec le jeu des eaux de la fontaine le coup d'œil le plus agréable. »* Juché sur une estrade, le secrétaire du directoire donne lecture du traité de paix, puis le président *« démontre les avantages de la paix, que nous devons à la bravoure de nos armées et aux talents du grand général Bonaparte. »* Reste à vaincre *« un ennemi irréconciliable [comprendons l'Angleterre], et sous peu de jours la paix générale allait rendre un époux à l'épouse, son fils à la tendresse maternelle, un appui à la vieillesse. Les émotions les plus douces éclatent, tous les citoyens semblent n'avoir qu'un cœur et une seule volonté. Les cris mille fois répétés de vive la République, vive Bonaparte, vivent nos armées, vive la grande nation se font entendre de toutes parts et sont mêlés au son des tambours, aux cliquetis des armes. Les chapeaux sont jetés en l'air, enfin le plus grand enthousiasme s'est emparé de tous les esprits. »* Suivent un feu de joie, *« un défilé dans toutes les principales rues de la ville, plusieurs décharges par la troupe, des danses et la farandole dans toute la ville. Le soir il y a eu illumination. »* Ce morceau de bravoure est dû au citoyen Montvallat, président de l'administration communale. Il est destiné à l'administration départementale, et peut-être exagère-t-il un peu l'enthousiasme populaire, comme pour les fêtes suivantes¹⁵.

Six jours plus tard, le 2 pluviôse, soit le 21 janvier 1798, nouvelle cérémonie. On est dans la cour de l'ancien collège, l'ancien séminaire, *« pour célébrer la fête de l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des français »*, autrement dit l'exécution de Louis XVI survenue le 21 janvier 1793 comme chacun sait. Après roulements de tambour et évolutions militaires de la gendarmerie, le président de l'administration, les agents et adjoints municipaux, le secrétaire, le juge de paix, les assesseurs,

greffier, notaires, le receveur des droits, le directeur de la poste aux lettres, les huissiers, les salariés de la République, soit les vingt-trois personnes qui signent le procès-verbal, prêtent tour à tour devant le public le serment suivant : *« je jure haine à la royauté et à l'anarchie, je jure attachement et fidélité à la République et à la Constitution de l'an trois »*.

Et cela continue avec la fête de la souveraineté du peuple, le trente ventôse de l'an VII (20 mars 1799). Cette date fait partie du nouveau culte décadaire imposé par le Directoire, soucieux d'instaurer une morale laïque et républicaine en lieu et place de la morale chrétienne. Décadaire parce que le décadi (le dixième jour) doit remplacer définitivement le dimanche comme jour férié. Ce culte ne perdurera que quelques mois. Défilent cette fois, outre tous les représentants déjà cités, des artistes (de qui peut-il bien s'agir à Laguiole ? des musiciens ?), des agriculteurs, gens de commerce et ouvriers, puis la troupe des enfants *« l'espoir de la patrie »*, portant des écriteaux où figurent maximes républicaines et extraits de la constitution, suivis de douze vieillards, de la gendarmerie et de la garde nationale qui ferment la marche. On se rend au *« temple décadaire »* où sont placées *« la statue de la souveraineté debout, celle du peuple assise couronnée de chêne et de laurier, et celle du despotisme enchaînée à leurs pieds »*. Les vieillards sachant lire y proclament les mêmes principes inaliénables, ponctués de chants patriotiques et de vifs applaudissements. Le cortège se reforme ensuite pour se rendre sur la place où est planté un arbre vivace de la Liberté, dont les racines reçoivent des pièces de monnaie républicaines. Puis c'est au tour du foirail de recevoir un arbre vivace de la Fraternité, nanti des mêmes piécettes fertilisantes. La journée se termine par un banquet fraternel où sont portées plusieurs santés, des danses et une farandole dans toute la ville. Apothéose de la fête, *« deux jeunes personnes se sont présentées pour cimenter leur union, toutes deux mineures et orphelines de père »*. Le président de l'administration cantonale (il s'appelle Antoine Cros) reçoit *« leur mutuel consentement, aux applaudissements de tous les spectateurs »*.